

18 octobre 1987 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la chaîne de télévision ARD, sur les relations franco-allemandes, la coopération militaire et l'emploi des armes nucléaires préstratégiques, Paris, Palais de l'Élysée, dimanche 18 octobre 1987.

QUESTION.- Monsieur le Président, pendant votre septennat, l'Allemagne et la France se sont encore rapprochées. Il y avait des moments symboliques très importants et émouvants comme à Verdun et ce qui m'intéresserait, ce serait de savoir si votre relation avec l'Allemagne est plutôt politique et rationnelle ou aussi inspirée par des émotions ?

- LE PRESIDENT.- On pourrait dire les deux à la fois. Dans la catégorie des émotions, il faut ranger l'accumulation des souvenirs de ma propre jeunesse, de mon adolescence. C'était la guerre avec son cortège de deuils, de chagrins et d'angoisses, et puis l'immédiat après-guerre avec la volonté d'espérance. C'est là qu'intervient aussi la raison, la raison politique. A la fois, il fallait créer une nouvelle situation avec l'Allemagne, c'était nécessaire pour en finir avec ces guerres qui nous détruisaient l'un et l'autre, mais c'était aussi une grande ambition qui reste encore de fraternité, de compréhension, d'associations, de formes d'une civilisation qui au fond puise ses racines au même endroit.

- Quand j'ai été élu Président de la République, j'avais vu alors depuis ce temps-là l'évolution du temps, les leçons de l'histoire, les efforts remarquables des Allemands, leur réussite démocratique et puis moi je suis toujours très sensible quand je vois un grand peuple comme le vôtre, un des plus grands peuples sans doute dans le monde, connaître à travers l'histoire tant de variations du destin avec l'affirmation d'une langue, d'une culture, d'une volonté nationale conquise sur une diversité considérable, et en même temps, la situation de cette Allemagne qui après cette deuxième guerre mondiale s'est trouvée affrontée à des problèmes tragiques sans oublier naturellement le sentiment qu'elle a d'être un peuple aujourd'hui divisé. Vous voyez que la raison et l'émotion se mêlent. Vous me posez cette question, c'est vous qui la posez. Je ne tenais pas à faire un exposé théorique sur ce sujet, simplement comme Président de la République je pense qu'il n'y a de voies pour l'avenir pour les Allemands et pour les Français, pour leur affirmation et leur grandeur, la grandeur des Allemands, la grandeur des Français que dans la construction de l'Europe où ils exerceront les uns et les autres, les Allemands et les Français, selon leurs qualités qui ne sont pas les mêmes, un rôle qui leur permettra de dire leur mot sur les histoires de la planète.

- QUESTION.- Monsieur le Président, qu'est-ce que vous voulez dire par grandeur parce que c'est un mot que les Allemands n'emploient pas tellement ?

- LE PRESIDENT.- Peut-être, je ne sais pas moi, traduisez comme vous voulez. Grandeur d'un pays, c'est la grandeur de son histoire, de sa culture et la -nature lorsqu'elle est saine, la -nature de ses ambitions. Si les ambitions de l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est d'apporter une contribution importante à la construction de l'Europe et à la paix du monde, vous resterez fidèles à la meilleure de vos traditions.\

QUESTION.- Vous avez dit tout ce qui permettra de sortir de Yalta sera bon à la condition de ne

jamais confondre le désir que nous en avons et la réalité d'aujourd'hui. Alors, qu'est-ce qui peut aider à surmonter la séparation et où commence la confusion des désirs et de la réalité ?

- LE PRESIDENT.- J'ai employé le mot de "Yalta" parce qu'il a une valeur symbolique, beaucoup plus symbolique qu'authentique sur le -plan historique car après tout les grandes décisions ont été prises à Téhéran et d'autre part, le dessein de l'Europe d'aujourd'hui, ne correspond à ce qui avait été décidé à Yalta ni du côté de la Yougoslavie ni de la Tchécoslovaquie. Mais tout le monde comprend. Cela veut dire l'Europe coupée en deux, et chacune des deux parties inspirées ou dominées par un empire. Je pense que le destin de l'Europe un jour ou l'autre et le plus tôt sera le mieux - ce n'est pas pour demain matin - sera de décider elle-même de ce qui touche à ses intérêts et à sa pérennité. Voilà ce que je veux dire par "en finir avec Yalta". Mais vous m'avez posé une deuxième question ?

- QUESTION.- Où est-ce qu'il y a la confusion entre le désir et la réalité ?

- LE PRESIDENT.- Ce que je veux dire, c'est ce que l'on sait de l'histoire de l'Europe depuis 43 ou 44 ans, c'est qu'elle ne peut pas se dégager de la situation où elle se trouve, divisée, morcelée - l'Allemagne mais aussi l'Europe toute entière - en prenant des risques. Elle ne peut pas finir, achever cela, cette époque, en prenant le risque d'une guerre, elle ne peut pas imposer sa volonté, elle ne peut pas forcer la -nature des choses. Il faut donc qu'elle agisse avec patience en essayant de comprendre les besoins des uns et des autres, en restant fidèle aux obligations qui sont les siennes. Je pense en particulier à l'Europe à laquelle j'appartiens au regard de l'Alliance atlantique. Il ne faut pas nier la réalité, il faut simplement calculer qu'à travers le temps qui vient, spécialement à l'orée du XXIème siècle l'Europe doit normalement dépasser cette période. Il ne faut pas chercher à la dépasser artificiellement au risque d'accumuler de plus grands périls. Voilà ce que j'ai voulu dire.\

QUESTION.- J'ai rencontré ici en France assez souvent la crainte d'une Allemagne réunie. Pourquoi cela ?

- LE PRESIDENT.- C'est une crainte qui n'est pas simplement éprouvée par la France ! L'Allemagne réunie dans nos derniers souvenirs c'était celle que nous avons connue avant la guerre mondiale. Cela laisse des traces. Certains théoriciens ont même pensé qu'il valait mieux avoir plusieurs Allemagnes qu'une seule. C'était plus commode pour les voisins. Je ne me prononcerai pas là-dessus. Je suis convaincu que dans le coeur des Allemands il y a une grande aspiration à retrouver l'unité avec réalisme, comme je le disais pour l'Europe elle-même. On ne fera rien par la violence, ce n'est pas souhaitable, ce n'est pas désirable et ce ne serait pas sage, mais on a bien le droit d'espérer.

- Non, moi je ne place pas le problème de l'Allemagne - une ou deux - comme un problème majeur pour un Français. Les problèmes de notre époque ont changé de dimension et le problème est de savoir si l'Europe, et spécialement l'Europe dans laquelle nous sommes, existera ? Lorsque l'on se sera rendu compte que la vieille lutte autour du Rhin, que l'axe du monde par la Méditerranée, que tout cela c'est complètement dépassé depuis que l'Atlantique s'est installée dans l'histoire du monde et que l'Atlantique lui-même a perdu sa primauté par -rapport à ce qui se passe aujourd'hui sur les deux rives du Pacifique. Alors, mettons tout à l'échelle de l'histoire et oublions notre querelle autour d'un fleuve qui devrait plutôt nous réunir que nous séparer.\

QUESTION.- La politique de Gorbatchev a réveillé plus d'espérances en Allemagne qu'en France. Est-ce que vous jugez bon de prendre Gorbatchev au mot ?

- LE PRESIDENT.- Plus d'espérances en Allemagne qu'en France ? Vous me le dites, cela paraît vraisemblable, vous êtes plus proches et vous êtes plus atteints que la France. Vous êtes atteints, vous et pas nous, par les décisions qui ont suivi la dernière guerre mondiale dans laquelle les Soviétiques exercent une sorte d'hypothèque sur le devenir de l'Allemagne, ce qui n'est pas cas de la France. Il est normal que tout souffle d'espérance, tout air frais qui passe par là, aussitôt vous le respirez en vous disant quelque chose va peut-être changer. Mais il ne faut pas se dissimuler que les dispositions prises par Gorbatchev sont ressenties comme extrêmement importantes et intéressantes en France. Moi-même, j'ai au cours de conversations, plusieurs longues conversations avec M. Gorbatchev, conçu l'idée que la Russie, l'Union soviétique

changeait en profondeur. Je n'exagère pas. Je ne suis pas en mesure d'ailleurs de porter l'analyse plus loin. Quels sont les moyens de M. Gorbatchev, quelles sont les intentions profondes ? Ce n'est pas le problème. L'Union soviétique est en train de changer profondément sous la conduite de M. Gorbatchev et quand ce changement va vers le désarmement, je m'en réjouis. Lorsqu'il va vers un apaisement des différentes tensions, comme on peut l'espérer, je m'en réjouis.

- Je ne suis pas Allemand, je suis Français, mais cela m'intéresse beaucoup moi aussi.\

QUESTION.- Parlons un petit peu de la France et de l'Allemagne. Alors, en Allemagne, il y a des mouvements culturels et dans la société qui sont tout à fait différents du mouvement, ici, en France, par exemple il y a un mouvement anti-nucléaire, un mouvement pour la nature ` Les Verts ` écologistes ` qui, très souvent, est ridiculisé en dehors de l'Allemagne aussi un petit peu en France, est-ce que vous avez une explication ?

- LE PRESIDENT.- Ridiculisé, non. Les problèmes de l'environnement sont des problèmes que beaucoup de Français partagent, comprennent. C'est mon cas. J'ai pris des positions dans le passé auxquelles je me tiens encore, simplement il s'agit de savoir de quoi on parle. Il ne faut pas non plus qu'au nom de la nature, on oublie que tout dépend de la maîtrise des hommes. Il faut que les hommes soient dignes de leur civilisation, aient la maîtrise de la nature pour la protéger, pour se protéger. L'homme c'est la nature même, est de la nature. C'est une préoccupation primordiale. Alors, quelquefois cela prend des tournures excessives ou qui nient l'intérêt d'une société. La science n'est pas forcément l'ennemi de la nature.

- QUESTION.- Depuis un certain temps, on peut dire même depuis Tchernobyl, il y a la centrale nucléaire, par exemple de Cattenom, qui suscite la peur en Allemagne, même si la France ne partage pas ces craintes, est-ce que vous ne croyez pas que cela sera un pas amical de tenir compte de ces soucis allemands ?

- LE PRESIDENT.- Une concession à qui ? Le problème est de savoir si c'est nocif, ou si cela n'est pas. Tous les travaux qui ont été faits autour de Cattenom montrent que les ingénieurs français maîtrisent parfaitement cette technologie. Il existe même une commission franco-allemande de "sûreté" qui a estimé que c'était fait aussi sérieusement que je le dis. Il ne faut pas non plus se laisser aller à toutes sortes de légendes qui tendraient à laisser penser que tout est catastrophique, il y a des sciences nouvelles qu'il faut être capable de mener et de conduire. Moi, je ne peux pas vous dire qu'on va supprimer Cattenom parce que des Allemands, des Luxembourgeois, des Belges ou des Français seraient inquiets. Je dis souvent qu'il faut améliorer notre information. Il faut leur faire comprendre que, jusqu'alors, en France, notre système nucléaire n'a provoqué aucune mort d'homme, aucune contagion. Il n'y a pas eu de radiation telle qu'il puisse nuire aux animaux, aux plantes, à l'homme. Alors pourquoi ? Même pas à certains moments on n'a pu le craindre à certaines de nos eaux, nos rivières, ou nos fleuves. Tout cela est clair, il faut le dire à nos amis allemands et à nos amis étrangers.\

QUESTION.- Il y a aussi des armes tactiques, par exemple, le Pluton voire le Hadès qui inquiètent les Allemands, parce que si on en employait, ils exploseraient probablement sur le sol allemand, est-ce qu'il ne faut pas repenser cet armement ?

- LE PRESIDENT.- Si les Plutons partaient de France en direction du nord, c'est en effet en Allemagne, comme vous dites, qu'ils tomberaient, si les Hadès sont aujourd'hui conçus, et un jour mis en oeuvre, leur portée est précisément allongée, cela leur ferait dépasser le territoire allemand. Cela c'est une petite précision qui n'est pas inutile. Mais, sur le fond, je comprends très bien que les dirigeants allemands souhaitent être informés de toute initiative de leurs alliés, de leurs amis qui pourraient avoir des conséquences mortelles pour leurs concitoyens. J'ai très bien compris quand les deux Chanceliers que j'ai connus, le Chancelier Schmidt et le Chancelier Kohl, m'en ont parlé. Et je leur ai dit à quel point je comprenais ce besoin et à quel point je souhaite et j'ai souhaité que soient mises en place les structures qui nous permettraient de nous consulter, de prévenir.

- Nous avons bien avancé, vous savez, depuis 1982. En 1982, nous avons mis en exécution une disposition qui était prévue par le Général de Gaulle et par le Chancelier Adenauer, vingt ans plus tôt, et qui était restée lettre morte. Nous l'avons fait, nous avons eu raison de le faire. Et parmi

les questions que nous avons traitées, il y a celle-là, celle dont vous me parlez. On avance, vraiment, on avance.

- Pour moi le problème de l'arme nucléaire tient, au demeurant, à quelques dispositions simples. La force stratégique de dissuasion nucléaire française - je dis force stratégique - et même les éléments que l'on appelle préstratégique, font partie du tout. Et notre arme stratégique, elle n'est pas faite pour nos alliés, elle est faite pour combattre ceux qui voudraient être nos adversaires. Notre force essentielle repose, aujourd'hui, dans nos sous-marins. Ce sont des armes à très longue portée et d'une très grande précision. Les armes préstratégiques n'ont d'autre valeur, que d'ultime avertissement, de coup de semonce. Mais elles ne peuvent pas être mises en oeuvre indépendamment de notre corps stratégique. Notre arme préstratégique, ce n'est pas le complément d'une armée conventionnelle. On ne peut pas imaginer un combat conventionnel, classique, comme on en a vu tout le long du XXème siècle et avant, et puis soudain, l'emploi des armes nucléaires dites tactiques ou préstratégiques qui viendraient ponctuer un combat conventionnel, non. Ce serait le début d'une guerre nucléaire. Et c'est pourquoi je pense que nous ne pouvons que dire à nos amis allemands que si la guerre - à Dieu ne plaise - devait éclater, la France assurerait sa défense, mais qu'elle pense que la dissuasion, c'est-à-dire la crainte qu'inspirerait l'usage de la force nucléaire, devrait suffire pour qu'il n'y ait pas de guerre.

- Le problème n'est pas de gagner la guerre, il est de ne pas la faire. Donc, il n'est pas question de se lancer dans des aventures nucléaires imprudemment, à la légère. Nos amis allemands doivent le savoir, et les chanceliers allemands en sont informés.\

QUESTION.- Monsieur le Président, une dernière question personnelle, une question à un Président qui est aussi un homme de lettres, quel livre allemand avez-vous lu dernièrement ?

- LE PRESIDENT.- Je veux dire que j'ai lu beaucoup de littérature romanesque ou bien des essais, peut-être même un peu plus d'ouvrages de caractère littéraire que de caractère stratégique. J'ai sûrement tort. Et je ne me suis pas, pour l'instant, appliqué à lire des ouvrages modernes. Je refais mes études. J'ai lu, par exemple, beaucoup de Hesse, j'ai relu, cet été, deux ouvrages, en particulier les carnets qui ne sont pas ce qu'il y a de plus intéressant dans l'oeuvre de Thomas Mann. Je retrouve mes auteurs classiques, Heinrich Böhl. Je suis assez sensible à toute une forme de littérature politique allemande. Donc, pour ce qui concerne les ouvrages parus au cours de ces trois dernières années, par exemple, je n'ai pas de compétences particulières. D'ailleurs je trouve que les traductions sont trop rares. On met trop longtemps pour transférer dans la connaissance du public français les belles oeuvres contemporaines des Allemands. Cela doit être la même chose dans les deux sens. Voilà une des tares, on parle de l'Europe politique, de l'Europe technologique, de l'Europe militaire. Si on ne fait pas l'Europe culturelle, c'est ce que je suis allé dire en Belgique l'autre jour, on ne fera rien du tout.\